



Édition du 1er août 2012

## Table des matières

Tapage : un tremplin journalistique pour les ados  
Oppositions aux projets miniers du Pérou : une crise de gouvernance  
François Hollande : premières impressions  
FSM 2013 : quand l'altermondialisme a rendez-vous avec le printemps arabe  
Un nouveau rendez-vous manqué  
Les mineurs espagnols à l'assaut de l'austérité européenne  
Mise en abîme à Lac Barrière  
Des carrés rouges mexicains  
Économie : ce que cache le libre-échange



**Bénédicte Filippi**, 1er août 2012

### **Tapage : un tremplin journalistique pour les ados**

**Alors que le secteur québécois du magazine est en déclin, que les tirages diminuent et que certaines productions disparaissent, un petit nouveau apparaît sur le marché. Porté par l'organisme Étincelles médias, le magazine Tapage détonne. Porte-voix d'une génération en mal de représentation, Tapage se veut un contre-modèle de ce qu'offre la presse jeunesse. Conçu par et pour les jeunes, l'initiative séduit. Rencontre au café le Placard, le quartier général temporaire d'un des « vieux » qui la soutient, le directeur général par intérim, Marc Pronovost.**

**Alternatives :** Quelle est l'idée maîtresse du magazine Tapage ?

**Marc Pronovost :** Faire le pari que les jeunes ont quelque chose à dire, que c'est pertinent et qu'il leur faut une tribune à leur image. L'idée du magazine vient de Geneviève Morand, la directrice générale d'Étincelles médias. Geneviève travaille depuis longtemps avec les ados. Avec Tapage, elle veut bousculer les représentations stéréotypées des jeunes qui circulent dans les médias traditionnels. Les jeunes ne sont pas aussi mous, peu conscientisés et individualistes qu'on le dit. Tapage en est la preuve.

**Alternatives :** Et vous, Marc Pronovost, vous avez adhéré au projet ?

**Marc Pronovost :** Oui, complètement. Je rejoins l'équipe d'Étincelles médias qui estime que les adolescents sont critiques et qu'ils comprennent beaucoup mieux les enjeux de l'actualité qu'on ne pourrait le croire. Tapage leur donne une caisse de résonance. On espère que ce sera une sorte de miroir pour les jeunes autour d'eux, mais aussi pour leurs parents, leurs grands-parents, leurs cousins. On souhaite que ce devienne un pont intergénérationnel.

**Alternatives :** Qu'est-ce qui vous a interpellé dans la mission de Tapage ?

**Marc Pronovost :** Je me suis reconnu dans l'initiative parce que j'y retrouvais mon école de pensée, celle du développement. Avec cette vision-là, au lieu de « patcher », on instrumente les gens. Avec Tapage, on répond à cette même logique. On veut outiller les jeunes à structurer leur pensée. On leur dit « développez-vous en tant que citoyen, en tant qu'être humain ». Dans la foulée, avec le magazine, on les investit d'un pouvoir d'influence. Tout ça dans pour les intégrer réellement dans le processus de construction de notre société.

**Alternatives :** Offrir une tribune aux jeunes, c'est donc les reconnaître à part entière comme acteurs sociaux...

**Marc Pronovost :** Oui, et cette reconnaissance des jeunes entraîne une certaine légitimité de leurs revendications. Ça permet un dialogue intra et intergénérationnel. Un projet comme le magazine peut dénouer beaucoup de malentendus entre jeunes et moins jeunes en plus de développer leur identité citoyenne.

**Alternatives :** Du journalisme engagé qu'on ne retrouve pas nécessairement dans les médias traditionnels. La création de Tapage s'inscrit d'ailleurs en réaction à cette presse jeunesse. Quel constat faites-vous de l'offre médiatique aujourd'hui ?

**Marc Pronovost :** Il y a beaucoup de prémâché, de « voici ce que vous devez penser, voici ce que vous devez aimer ». Quand on regarde les couvertures, on remarque que ce sont souvent les mêmes sujets qui y sont abordés, mais avec des couleurs et des mots différents.

Dans la presse de masse, on infantilise les jeunes, on ne s'engage pas dans les débats de fond. On engourdit l'esprit critique des jeunes à coup de maquillage, de « magazinage », de relations gars – filles machistes, de divertissement. Le diktat de la consommation est partout dans les médias jeunesse. Ça renforce des « patterns » chez les jeunes qu'on ne souhaite pas encourager chez Tapage.

**Alternatives :** Venons-en donc plus concrètement à Tapage. Comment se déroule le processus de création ?

**Marc Pronovost :** Il y a d'abord une phase de recrutement des journalistes. Pour la première édition du magazine, la rédactrice en chef accompagnée de la directrice générale sont allées à l'école secondaire Père-Marquette, dans le quartier Rosemont à Montréal. Les filles d'Étincelles ont vendu l'idée de Tapage. Les personnes intéressées se sont alors donné rendez-vous à la Maison des jeunes l'Hôte où ils ont participé à une première rencontre de production. Pendant cette rencontre, le choix des sujets s'est effectué. Au début, ce n'était pas facile de faire sortir des sujets originaux. Comme Tapage ne voulait pas rester dans le statu quo ni les dans les lieux communs ressassés, Alice a proposé des choses, les jeunes l'ont relancé.

**Alternatives :** Tous les sujets peuvent-ils être traités ?

**Marc Pronovost :** Non et c'est clair que la rédactrice en chef sert de modératrice. On donne toute la place aux jeunes, mais on reste fidèle aux valeurs qu'incarne notre organisme. L'égalité des genres, la non-violence, le respect des identités culturelles notamment, c'est très important pour nous. On espère donc que les sujets proposés par les jeunes collent à nos valeurs. Par exemple, dans la première édition, c'était le cas.

**Alternatives :** Et en ce qui concerne la recherche et la rédaction...

**Marc Pronovost :** La rédactrice en chef prépare des dossiers d'information qu'elle distribue aux journalistes en herbe. C'est pour être certain que les jeunes ne passent pas à côté d'éléments importants du sujet. À partir de ce matériel, les jeunes débutent leur recherche, choisissent l'angle de traitement, les rencontres qu'ils veulent faire.

Les jeunes, par la suite, rédigent leurs articles, seul, ou en équipe. Une fois terminés, Alice passe en revue les textes, propose des corrections aux journalistes. Elle veille à ce que les jeunes comprennent ce qu'ils écrivent. Au terme de l'entreprise, le jeune a vraiment vécu une véritable immersion journalistique.

**Alternatives :** Et quel est l'écho général des jeunes collaborateurs à la fin de l'aventure ?

**Marc Pronovost :** Ils sont extrêmement fiers. On le remarque quand on fait la tournée des écoles actuellement pour présenter le magazine. Quand on arrive dans les classes et qu'on rencontre des jeunes qui ont collaboré, ils ne disent pas « c'est Tapage qui arrive ! ». Ils disent, « c'est mon magazine ! » On est vraiment content qu'ils se soient appropriés le projet comme ça. C'est ce qu'on voulait créer.

**Alternatives :** Tapage, c'est une petite révolution dans le monde des médias...

**Marc Pronovost :** C'est ce qu'on souhaite déclencher en tout cas. On voit le magazine comme levier de changement social. Le magazine, c'est la fin du voyage. Le cœur du projet, c'est plutôt le chemin qui y mène. Le but ultime, c'est surtout de stimuler la curiosité et l'empathie des jeunes. Pour l'équipe, c'est un point de départ. Avec ça, on peut commencer à se parler.

Pour reprendre le langage de notre organisme, on crée des étincelles, des étincelles d'idées. Dans une ère où l'individu est roi, des initiatives comme Tapage permettent de se connecter et de créer une communauté autour d'un projet tremplin.



**Geneviève Lavoie-Mathieu**, 1er août 2012

### **Oppositions aux projets miniers du Pérou : une crise de gouvernance**

Il y a 500 ans, les conquistadors espagnols envahirent l'Empire Inca et pillèrent l'or et l'argent qui se trouvaient dans l'actuel Pérou. 500 ans plus tard, l'or et d'autres minéraux sont encore source d'exploitation, de conflits et de violence.

L'industrie minière compte pour 75% des revenus d'exportation du Pérou selon le Ministre de l'énergie et des Mines Jorge Merino, alors qu'un investissement de plus de 50 milliards de dollars US y est prévu pour la prochaine décennie. Au moment où la récente flambée des prix de certains minéraux a fait de la croissance économique du Pérou l'une des plus rapides, les redevances payées au gouvernement national échouent perpétuellement à concrétiser des bénéfices pour les communautés locales.

L'effort gouvernemental afin de gérer ces investissements a souvent été mal accueilli par la population et a mené à des tensions, souvent violentes, entre les compagnies minières, la police et différentes communautés. Selon l'office de l'ombudsman, les conflits sociaux et environnementaux ont causé la mort d'environ 200 personnes ainsi que 2000 blessés durant les manifestations entre 2006 et 2011.

En mai dernier, dans le sud du pays, dans la province d’Espiran, la police a tué deux membres de la communauté locale. En juillet, à Cajamarca, dans le nord du pays, la lutte continue entre les compagnies minières étrangères et les populations indigènes a culminé en violentes confrontations. Des centaines de personnes se sont rassemblées pour démontrer leur opposition au projet CONGA. Ce dernier d’une valeur de 4,8 milliards de dollars US est dirigé par Newmont, un des plus gros producteurs d’or au monde.

Suite à ces évènements et à l’intensification de l’opposition des communautés locales, l’état d’urgence a été déclaré pour la troisième fois en 6 mois. Celui-ci implique la suspension des droits constitutionnels des communautés, incluant le droit de se rassembler et de sortir ou d’entrer au pays.

#### Réaction internationale

En réaction à la violente répression gouvernementale à l’égard des manifestants, plus de 80 groupes de défense des droits humains et de protection de l’environnement provenant du Canada et des États Unis se sont précipités au Pérou. Leur objectif était de dénoncer et de mettre un terme aux abus commis envers les opposants à plusieurs activités minières. Le 13 juillet, ces groupes ont publié un rapport condamnant les récents évènements et y exprimaient leur grande inquiétude à propos de la répression de la liberté d’expression, de la brutalité policière et du non-respect des droits de la personne.

Les signataires du rapport incluent *Friends of the Earth*, *Mining Watch Canada*, *Oxfam America*, *Amazon Watch*, *Rainforest Action Network* ainsi que les *United Steelworkers*. Ils ont appelé le gouvernement péruvien à dialoguer pacifiquement pour résoudre les conflits liés à la mine de Conga et aux autres projets d’exploitation minière et d’autres formes d’énergie.

#### Perspective politique

Paradoxalement, le président actuel Ollanta Humala a été élu en juin 2011 après avoir promis aux Péruviens de percevoir davantage les bénéfices économiques de l’exploitation des ressources naturelles du pays. L’année dernière, le président péruvien a également appuyé l’adoption d’une loi octroyant aux communautés indigènes le droit d’être consultées à propos du développement de leurs terres suite aux évènements de Bagua en 2009. Plus de 30 personnes ont perdu la vie durant des manifestations contre des projets miniers et pétroliers dans cette région de l’Amazone.

En réaction à la tactique gouvernementale pour régler le conflit, le président régional Gregorio Santos, un des dirigeants des manifestations de Cajamarca a publiquement revendiqué la destitution du président Humala. Selon le quotidien péruvien *La Republica*, Santos aurait demandé à la foule : « Qu’arrive-t-il à un président qui ne respecte ni ses paroles ni ses promesses ? », et celle-ci de répondre : « Il est mis dehors ».

Humala s’est montré davantage préoccupé par la croissance économique que par la protection des populations indigènes. Ce président soutient le projet CONGA, le plus gros investissement minier de l’histoire du pays qui, selon lui, créera des emplois et rapportera beaucoup au pays.

La population n’est pas opposée à toute activité minière ; elle revendique toutefois une redistribution des profits que cette dernière génère, et s’oppose à la destruction de l’environnement. Selon Oxfam America, l’exploitation minière nuit souvent à l’agriculture et à l’entretien du bétail. Ces deux activités prédominent dans les hautes terres, là où les activités minières sont les plus présentes.

#### Besoin d’adresser les dommages environnementaux et le développement social

Afin de s’assurer que les projets miniers bénéficient et respectent les communautés locales, plusieurs politiques de base devraient être modifiées par le gouvernement péruvien et l’industrie d’extraction minière.

« Si vous désirez de la justice sociale », dit Kurt Burneo, un ancien ministre péruvien de la production, « il est important d’établir un lien de confiance, et pour ce faire, que les compagnies et le gouvernement démontrent une certaine transparence ». Plus tôt cette année, le Pérou était conforme aux standards de l’Initiative pour la Transparence dans les Industries d’Extraction (ITIE). L’ITIE est un mécanisme visant à réduire la corruption en forçant les compagnies de l’industrie d’extractive à publier l’information concernant leurs paiements, incluant leurs taxes, envers l’État. Toutefois, ceci s’est avéré insuffisant. Jusqu’à présent, les manifestations dénonçant les dommages sociaux et environnementaux infligés aux communautés locales par des compagnies étrangères ont démontré l’incapacité à générer les bénéfices économiques ainsi que les développements sociaux prévus par les activités minières.

Toujours selon Oxfam America, comme premier pas vers une résolution des conflits, Humala doit « en finir avec la criminalisation des manifestations concernant le secteur minier » et d’accorder aux citoyens le « droit humain fondamental d’exprimer pacifiquement leur opinion ». Le président péruvien a d’ailleurs parlé d’un besoin d’une « nouvelle vision » concernant les activités minières au pays ; il doit maintenant trouver un moyen pour agencer les activités économiques avec la protection de l’environnement, le développement social, et les profits qu’elles engendrent.

Traduit de l’anglais par Laurent Sioui

Crédit photo : Jean-Nick Trudel



**Sophie Laisney**, 1er août 2012

### ***François Hollande : premières impressions***

**Le 5 mai dernier, la France savourait ou redoutait le retour d'une majorité socialiste à la tête du pays. « Éternelle seconde » (exception faite de 2002), la gauche française faisait office de contre pouvoir en plus d'être victime des mésententes au sein même du parti et sur les bancs de l'Assemblée. Après plus de quinze ans de succession de gouvernements de droite, le pays a finalement choisi le changement socialiste symbolisé par la personnalité politique de François Hollande. Étant donné le contexte actuel en France et en Europe, il s'agit là d'un véritable pari sur l'avenir. La moindre erreur guettée par les opposants et les sceptiques, le nouveau leader socialiste marche sur des œufs.**

Mais, pour une partie des Français, il représente un symbole fort d'espoir quant à l'opposition face aux régimes d'austérité implantés depuis le début de la crise économique de 2009. Afin d'illustrer ces différentes propositions, un recueil d'opinion de sept intervenants français, provenant de catégories sociales différentes et ayant chacun voté lors des dernières élections.

#### Un contexte difficile

Depuis les débuts de la crise de 2009, très peu de dirigeants européens ont renouvelé leur mandat. Les politiques économiques imposées ont enclenché la rancœur et la crainte des citoyens. Thomas, étudiant en maîtrise d'Histoire s'exprime sur le sujet : « François Hollande a bénéficié du contexte de la crise qui a entraîné beaucoup d'alternances à la tête des États européens, les chefs d'État faisant office de coupables idéals quant aux difficultés économiques. D'une certaine façon, on assiste d'autant plus à une défaite de Nicolas Sarkozy qu'à une victoire de François Hollande ».

Les Européens assistent au contrecoup de la crise. Entre pragmatisme quant aux politiques budgétaires et sociales et rejet complet du système. Les récents mouvements d'opposition populaires, qu'ils soient espagnols, grecs ou encore islandais n'ont eu de cesse de protester et n'ont pas hésiter à tenir leurs gouvernements comme principaux responsables.

« C'est un contexte extrêmement difficile, il ne s'agit pas d'une crise passagère. C'est une crise structurelle et contextuelle, dont l'origine est en lien avec la globalisation et l'effritement de nombreuses idéologies », déclare Dominique, professeur en économie. Le fait est que la grande force de ces mouvements est d'avoir clairement influé la pensée commune ; les ex-dirigeants au pouvoir durant la crise ont « sauté ». La France, bien que moins confrontée aux politiques d'austérité que la Grèce ou l'Espagne, n'a pas échappé à ce cas de figure.

#### Un vote socialiste pour contrer Sarkozy ?

André, de profession libérale, reste clair sur ce point : « La principale raison pour laquelle François Hollande a été élu est l'irrépressible envie de rejeter Nicolas Sarkozy. On pourrait presque croire que ce rejet a été orchestré de longue date tant les médias ont été durs avec le président sortant durant la deuxième moitié de son mandat ».

Il est clair que le président sortant ne sera jamais oublié dans l'Histoire politique quant à sa forte impopularité. « Président bling-bling », « président jet-set », homme d'État le plus impopulaire de la Cinquième République, les médias de tout parti politique confondu n'ont épargné en rien le dernier président. « La stigmatisation des communautés durant le précédent mandat a déclenché de fortes tensions. Nous ne vivions pas dans un pays apaisé », déclare Rose, infirmière.

Un « rejet orchestré » de sa candidature serait à prouver, mais il n'en est pas moins que ce mépris du président sortant a fait couler beaucoup d'encre de la part des médias étrangers dans le cadre de la précédente campagne présidentielle. Nombreux ont parlé de « propos disproportionnés » voire de « haine » envers Nicolas Sarkozy.

Pourtant, à en croire la presse allemande ou encore américaine, Nicolas Sarkozy était l'homme de la situation concernant la crise, un tel contexte nécessitant un leader charismatique. Les Français ont fait un autre choix ; celui du changement en quelque sorte, du refus de l'ordre établi.

#### Un nouveau visage

Il y a deux ans, personne n'aurait parié sur une campagne présidentielle de François Hollande. Premier secrétaire d'État du parti socialiste de 1997 à 2008, son rôle au parti lui a valu de nombreuses critiques. La gauche française n'apparaissait pas à la hauteur, déconstruite et incapable de créer l'alliance tant espérée par les électeurs de gauche et par les sceptiques centristes.

Hollande, très discret sur le plan médiatique et souvent caricaturé comme un politicien de l'ombre « mou » voire « bêta », a travaillé son image « d'homme d'action ». Hélène, ingénieure, nous parle du dirigeant socialiste : « Il s'est avéré être un bon *storyteller*, il ressemble à n'importe lequel d'entre nous et donne l'image d'un bon père de famille, de ce fait, on lui accorde une crédibilité. Il joue sur l'image, d'ailleurs, il s'est trouvé dans l'obligation de modifier son aspect physique » (François Hollande aurait suivi un régime draconien avant la course à la présidentielle).

Durant la dernière campagne, l'homme à la tête du parti socialiste avait été fortement mis en doute concernant ses capacités « d'animal politique ». Son soi-disant manque de charisme a pourtant fait mouche lors du débat télévisuel avec Nicolas Sarkozy. « Le style de François Hollande, plus apaisé que celui de Nicolas Sarkozy, correspondait bien au contexte de crise dont il a paru avoir pris la mesure au cours de la campagne », expose Thomas. Suivi par des millions de téléspectateurs, le débat en question s'est avéré décisif sur le candidat socialiste. Discours posé, argumentation construite, le politicien formé en économie s'est révélé très sûr de lui. « Il se distingue par son honnêteté. Il paraît plus proche des Français que Nicolas Sarkozy ne l'a jamais été » s'exprime Assma, intermittente du spectacle [1].

#### Les enjeux

« La France est actuellement en déclin. François Hollande, autant que possible, doit enrayer », s'exprime Rémi, consultant en management et développement international. Même si le discours paraît fataliste, il n'en est pas moins que la France se trouve actuellement dans un moment décisif. À force de contempler ses voisins du sud s'embraser, les inquiétudes grandissent.

Certes, le socialisme est sorti vainqueur face à la droite traditionnelle. Néanmoins, les Français n'oublient pas que l'extrême



droite de Marine Le Pen, bien que troisième lors des élections présidentielles, a recensé près de 18% de la part des électeurs. Un chiffre inquiétant. Nombreux voient la crise comme une porte d'entrée pour les idéologies et les politiques extrêmes (la Grèce en est un parfait exemple), mais aussi comme une contestation aux récentes mesures d'austérité européennes. Une austérité redoutée car elle amplifierait les mésententes dans une France divisée.

Lors de son discours d'investiture, François Hollande redonnait espoir en basant son mandat sur « les deux J », la Justice et la Jeunesse, comme éléments essentiels d'une société qui auraient été oubliés en France. C'était une très belle et très juste entrée en matière. Pourtant, travailler sur un véritable enjeu national ne semble plus suffire dans le contexte européen actuel. Certains espèrent qu'il faille d'abord passer par la France pour dénouer le nœud européen. D'autres, plus sceptiques, n'hésitent plus à dire qu'il s'agissait d'une campagne socialiste des plus démagogique. Le mandat présidentiel de François Hollande est donc plus que jamais mis à l'épreuve. Reste à voir si le président socialiste tiendra tête.

Crédit photo : Thesupermat



**Ronald Cameron**, 1er août 2012

## ***FSM 2013 : quand l'altermondialisme a rendez-vous avec le printemps arabe***

Au niveau mondial, il s'agit de savoir si le mouvement altermondialiste réussira son rendez-vous avec les mouvements sociaux de cette région de la planète, initiateurs d'une véritable révolution démocratique. Or, pour ce faire, l'enjeu demeure de savoir si l'approche inclusive du FSM convaincra l'ensemble des courants actifs dans les mouvements sociaux à participer à l'événement.

Un certain scepticisme persiste, il est vrai, sur la portée des forums sociaux ou sur celle du printemps arabe. Certains considèrent que la formule de forum social a peu d'impact. Plusieurs estiment aussi que le printemps arabe est mort-né, qu'il se limite au changement de garde au sein de l'État et à une plus grande ouverture à l'égard de l'islamisme politique.

Toutefois, ce rendez-vous constitue la tentative contemporaine la plus ambitieuse de jonction des mouvements anti-systémiques mondiaux avec un mouvement social régional, dont l'impact au niveau démocratique a été majeur. C'est ainsi que, d'ores et déjà, les militantes et militants d'*Occupy Wall Street* ou d'*Y en a marre* au Sénégal ont décidé de participer à l'événement.

Les mouvements sociaux québécois, notamment celles et ceux qui s'identifient avec le carré rouge, participeront-ils à cette convergence internationaliste des luttes ? Plusieurs réseaux, dont celui d'Alternatives, ne manqueront pas d'y contribuer. Afin de mettre en perspective les enjeux du FSM 2013, nous revenons ici sur les différents défis qui traverseront la mobilisation pour cet événement.

### ***La dynamique post Rio + 20 et l'Islam politique***

Les conclusions de la conférence de l'ONU sur le développement durable, tenue en juin dernier à Rio de Janeiro, ont été rejetées sans surprise par l'ensemble des mouvements sociaux. L'idée que le marché, aussi vert qu'il puisse être, peut résoudre à la fois la crise écologique et économique, sans remettre en question le mode de production et de consommation, n'est pas crédible aux yeux des mouvements qui considèrent « que la croissance productiviste correspondant à un capitalisme, même régulé, n'échappe pas aux limites de l'écosystème planétaire » [2].

La déclaration du Sommet des peuples [3] marque une rupture importante dans l'attitude des mouvements sociaux présents à Rio. Il s'agit d'une opposition de fond quant aux finalités de la lutte concernant le réchauffement de la planète et aux priorités qui en découlent. La publication du document « Un autre futur est possible » [4] constitue une vision alternative à l'actuelle crise mondiale du capitalisme. Ce document fut élaboré par les groupes thématiques du Forum social de janvier 2012 de Porto Alegre. Il fut réalisé en vue du Sommet des peuples de Rio + 20 par le réseau GRAP (Groupe de réflexion et d'appui au processus du FSM).

Or, les mouvements sociaux au Maghreb et en Afrique du Nord, s'ils agissent dans la même conjoncture mondiale, sont particulièrement interpellés par le contenu du projet démocratique à construire dans leur région, dans le contexte d'une présence active des mouvements islamistes. Non seulement les résultats électoraux en Afrique du Nord témoignent de la croissance des appuis des mouvements islamistes, mais on les retrouve dans le débat public et comme artisans du projet politique dans la région.

En Tunisie, parallèlement à la tenue de l'assemblée préparatoire du FSM, se tenait le premier congrès légal du parti Ennadha, depuis 1988. Ce parti a obtenu le plus grand nombre de voix aux élections générales de juillet 2011. Le congrès a consenti à ne pas inclure la charia dans la nouvelle constitution tunisienne. Ses principaux dirigeants ont exprimé leur volonté de permettre le pluralisme dans les affaires publiques et de mettre en place un cadre dans lequel les différentes composantes de la société civile tunisienne pourraient exister, et ce, à partir d'un rejet de l'extrémisme sous toutes ses formes. Mentionnons que l'alliance gouvernementale, dite la « troïka », comprend également le Congrès pour la République (gauche démocratique) du président de la République, Moncef Marzouki, et le Forum démocratique pour le travail et les libertés (Ettakatol), membre de l'Internationale socialiste, dont son principal porte-parole agit comme président de l'Assemblée constituante.

Par cette approche, la direction d'Ennadha tente ainsi d'isoler le mouvement salafiste en son sein, dont certains partisans prônent la guerre sainte. Elle vise du même coup l'action contestataire de certaines organisations sociales, notamment de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) ou de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Ces dernières sont considérées comme des obstacles au développement d'un projet social qui permettrait d'assurer la liberté d'action du mouvement islamiste au sein de la société civile, au coude à coude avec les autres mouvements sociaux.

Comment les mouvements sociaux en Afrique du Nord peuvent-ils concilier les préoccupations antisystémiques du mouvement altermondialiste et la volonté de développer un mouvement social inclusif et laïc ? En effet, cette question constitue un enjeu majeur du prochain FSM.

Par ailleurs, lors de l'Assemblée préparatoire du FSM 2013, on doit noter que deux questions entre autres ont soulevé peu d'intérêt : la question environnementale et l'industrie extractive. La première a été essentiellement traitée sous l'angle de la souveraineté alimentaire. Celle-ci constitue en effet un enjeu crucial dans une société en développement qui conteste la répartition des richesses tout autant que les modes de production industrielle de l'industrie agroalimentaire capitaliste. La seconde a été à peine effleurée. Pourtant, les enjeux concernant cette dernière demeurent tout aussi importants, notamment ceux liés à la production pétrolière dans une région stratégique sur ce plan.

### ***Quelle attitude face au mouvement islamiste ?***

Au cours des travaux de l'Assemblée préparatoire, certains échanges ont mis en relief les difficultés qui risquent invariablement de se produire au cours du prochain FSM. Des courants islamistes ont soulevé le fait que les libertés de religion incluses dans la Charte du FSM ne s'appliquaient qu'aux chrétiens et musulmans et ne s'étendaient pas jusqu'à eux. La question est concrète.

Comme étranger, on doit reconnaître qu'il appartient largement à la gauche dans chacun des pays en Afrique du Nord d'assurer les conditions qui le permettent, sans remettre en question le caractère laïc et séculier du FSM. La contribution la plus importante que peut offrir le FSM au mouvement social en Afrique du Nord et dans le monde arabe sur ce plan, est l'approche basée sur une culture du pluralisme et de la diversité, d'une part, et sur celle du consensus et du ralliement, d'autre part. Voilà ce que peut apporter le FSM 2013 aux mouvements sociaux en Tunisie et ailleurs dans le monde arabe.

### ***La question de l'organisation***

Par ailleurs, de nombreuses critiques ont été exprimées concernant la logistique de l'Assemblée préparatoire. S'il faut faire la part des choses, prendre acte du cadre rassembleur et inclusif du FSM et du caractère décentralisé de ses délibérations, il reste que l'enjeu de l'organisation demeure un aspect politique majeur.

Tenir un FSM, dans un pays où une plus grande liberté est nouvellement acquise, exigera énormément des mouvements sociaux tunisiens pour accueillir le nombre de personnes participantes attendues à l'événement et organiser tout ce qu'il faut pour ce faire (hébergement, rencontres, activités diverses, etc.) Il s'agit là aussi d'un véritable défi politique.

Si on ajoute ceux abordés précédemment, notamment liés à la foi des personnes participantes, ça exigera une capacité plus grande d'accueil et de respect des principes du FSM, dans un contexte de polarisation accrue sur le plan politique et social, comme le démontrent aussi les événements qui se déroulent en Égypte, en Libye et en Syrie ! Si le FSM ne renonce pas à son cadre séculier, la présence de militants islamistes soulèvera certainement des débats.

### ***Que peut apporter le FSM aux mouvements sociaux d'Afrique du Nord ?***

L'appui des principales organisations membres et sympathisantes du FSM est crucial pour soutenir les mouvements sociaux tunisiens et maghrébins et relever les défis au niveau logistique. La contribution du FSM aux mouvements sociaux d'Afrique du Nord ne peut se limiter au niveau politique pour permettre le succès de ce grand rendez-vous, dans l'actuel contexte de la crise capitaliste, entre le mouvement altermondialiste, post- Rio + 20, et une société en tourbillon en Afrique du Nord. La contribution du FSM doit traduire concrètement ses principes d'événement rassembleur et inclusif au niveau de la logistique, qui sera, sans conteste, un enjeu pour permettre le rendez-vous politique.



**Sara E. Levac**, 1er août 2012

## ***Un nouveau rendez-vous manqué***

Quelques jours après la très médiatisée Rio +20 s'ouvrait une autre conférence des Nations Unies, passée presque sous silence cette fois. Du 2 au 27 juillet à New York, les délégués des États membres de l'ONU se sont réunis afin de discuter d'un traité sur le commerce des armes. Une nouvelle conférence diplomatique où l'opportunité de prendre des actions concrètes a, malheureusement, été ratée.

### ***Un traité important, mais pourquoi ?***

À première vue, le commerce des armes est une problématique qui peut sembler moins urgente que la question de l'environnement et des droits humains. Or, en s'attardant à la question, il est possible de découvrir qu'il en est autrement.

Dans le contexte actuel, les hostilités ne se déroulent généralement plus entre deux États, qui ont à leur disposition plus de ressources et un arsenal sophistiqué, mais bien souvent entre groupes rebelles dont les moyens sont beaucoup plus modestes. Les armes qui sont responsables du plus grand nombre de décès ne sont donc pas les armes de destruction massive, même si leurs effets sont plus dévastateurs, mais bien des armes dites classiques ou conventionnelles.

Les armes classiques sont par exemple les explosifs, les pistolets, les mitrailleuses et les munitions qui leur sont associées. Leur commerce était évalué par l'ONU en à 1 200 milliards de dollars par année [5] en 2010.

## De nombreux réticences

« Nous avons fait des progrès considérables dans le domaine des armes de destruction massive, mais la communauté internationale n'a pas su maintenir le même élan s'agissant des armes classiques [6] », affirmait le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon à l'ouverture de la conférence sur le commerce des armes.

En effet, à l'exception de certains types de mines terrestres, les seules normes contraignantes interdisant la possession et par extension, l'achat et/ou la vente ne touchent pour l'instant que des armes dites de destruction massive (par exemple, les armes chimiques ou biologiques) alors que les armes classiques sont plus largement répandues.

Actuellement, chaque pays applique ses propres normes, ce qui crée un certain cafouillis au niveau du commerce international. Le but de ce traité était donc d'harmoniser la situation.

Le problème réside toutefois dans la volonté d'adopter des balises au commerce des armes. Pour de nombreux pays, cette industrie relève d'intérêts commerciaux et politiques qui guident l'attitude qu'ils adoptent dans les négociations de ce traité. Des pays comme les États-Unis et la Russie, par exemple, pour qui ce commerce représentait respectivement 12,2 milliards et 5,2 milliards de dollars en 2010 [7], se sont montrés plutôt frileux à l'idée de restreindre leur capacité à commercer.

Le Canada a pour sa part milité pour l'exclusion du traité des armes « récréatives » destinées à la chasse et au sport. Il est à noter que la valeur d'exportation d'armes en provenance du Canada était de 292 millions de dollars en 2011, au 14e rang mondial (derrière Israël, l'Ukraine et la Suisse) [8], ce qui en fait un acteur non négligeable, même s'il est bien loin de la part du lion des États-Unis.

### Les vraies armes de destruction massive

Selon l'ONU, 500 millions d'armes légères (fusils, mitrailleuses, etc.) circulaient sur la surface du globe en 2004 [9]. Ces armes tuent environ 1 500 personnes chaque jour [10], une forte proportion de celles-ci étant des civils.

Même en faisant fi du nombre astronomique de gens victimes de l'utilisation de ces armes, qu'ils soient tués ou blessés, la manière dont sont utilisées ces armes pose des problèmes d'autres types.

En effet, il n'est pas rare d'avoir recours à celles-ci pour commettre des violations de droits humains. Selon le Comité international de la Croix-Rouge, ces armes seraient impliquées dans la perpétration de viol, de déplacement forcé de population, de prises d'otage, etc [11].

Par l'adoption d'un traité, la communauté internationale se doterait de critères uniformes pour régir le commerce des armes. Ainsi, les États seraient guidés dans la vente de leurs armes par une obligation de s'assurer que les acheteurs ne fassent pas usage de ces dernières à l'encontre de la population civile ou des normes des droits humains et du droit international humanitaire.

Il va sans dire qu'en ce sens, et à titre d'exemple, l'application d'un traité sur le commerce des armes poserait un frein à l'approvisionnement en armes du régime syrien, montré sévèrement du doigt par l'ONU pour sa gestion de la présente crise politique et humanitaire. Raison de plus de comprendre pourquoi des pays comme la Russie, qui fournit des armes au gouvernement Al-Assad, résiste l'idée de réglementer ce type de commerce.

### Un brouillon... sans plus

Dans sa formulation actuelle, le texte proposé du traité sur le commerce des armes prévoit que les États doivent établir un système de contrôle national afin d'étudier si l'utilisation de leur marchandise risque de se solder par des violations de droits humains, de tomber entre les mains du crime organisé ou de perpétrer des actes terroristes. Le cas échéant, l'État se réserve alors le droit d'autoriser ou non le transfert d'armes.

Ces bonnes intentions risquent de demeurer vaines puisqu'à la clôture de la conférence ce texte n'a pas réussi à susciter un consensus chez les 193 délégations présentes. Il faudra attendre la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies à l'automne pour espérer un vote au deux tiers favorable à ce document. En cas contraire, le document qui aurait pu enfin encadrer le commerce des armes restera lettre morte.

Crédit photo : Mike Miller



Christophe Jasmin, 1er août 2012

## Les mineurs espagnols à l'assaut de l'austérité européenne

On les croyait disparues ces figures d'un autre temps. Emportées par une certaine idée du Progrès, par ces vagues successives de désindustrialisation. Enfouies dans un passé aussi creux que leurs mines et, surtout, rendues impuissantes par leur isolement et leur appauvrissement. C'est pourtant eux, les mineurs, qui aujourd'hui montrent la voie, lampe frontale à la tête, aux *Indignados* et autres protestataires espagnols dans la lutte contre l'austérité du gouvernement de Mariano Rajoy. Un symbole fort à l'ère de la contestation 2.0.

Après une grève de quatre semaines restée sans effet, les 8000 mineurs du nord de l'Espagne ont décidé de prendre les choses en main. Partis le 22 juin dernier de Castilla y León, des Asturies ou d'Aragon, un peu plus de 200 d'entre eux ont parcouru plusieurs centaines de kilomètres à pied avant d'atteindre la Puerta del Sol, place emblématique du centre de Madrid, le mercredi 11 juillet. Une « marche noire » dont l'objectif était de dénoncer les coupes dans les subventions au secteur du charbon, qui survit grâce aux aides de Bruxelles.

Tout au long de leur route, ils ont été reçus chaleureusement dans les bourgades et villages espagnols où on leur offrait de bon gré un toit pour dormir et de quoi manger. À leur arrivée à Madrid, toutefois, les mineurs ont été accueillis de deux façons bien différentes. D'une part, plus de 25 000 sympathisants ont joint leurs rangs pour manifester devant le ministère de l'Industrie - portant des t-shirts où il était écrit « *Nous soutenons la lutte des mineurs* » ou encore « *SOS mineurs en danger d'extinction* ». De l'autre, les forces de l'ordre ont brutalement réprimé la manifestation, tirant des balles de caoutchouc dans la foule, blessant 76 personnes et en arrêtant 18 autres dont deux mineurs.

Alors que ces heurts avaient lieu dans les rues de la capitale, le gouvernement de droite annonçait de nouvelles mesures d'austérité pour réduire le déficit de l'État de 65 milliards d'euros en deux ans et demi. La taxe de vente passera ainsi de 18 % à 21 %, a notamment annoncé le premier ministre Rajoy ; lui qui avait pourtant été élu en novembre dernier en promettant de ne pas augmenter cette taxe. Une importante volte-face qui fait dire à plusieurs analystes que le pays est d'ores et déjà sous la supervision de l'Union européenne, avant même d'avoir demandé un sauvetage à l'instar de la Grèce.

### Des promesses brisées

Plus encore que pour leurs emplois, les mineurs se battent pour l'honneur et le respect. L'honneur, c'est celui de travailleurs acharnés qui, de père en fils, se tuent à l'ouvrage, parfois littéralement, au fond de ces mines. C'est aussi celui d'ouvriers qui ont été à la source de bon nombre de luttes sociales en Espagne, notamment sous la dictature franquiste. Et qui ont déjà servi d'important détonateur à celle-ci.

Le respect, c'est d'abord celui des engagements qu'on leur a faits. Or, selon une lettre d'un mineur publié sur libcom.org, le gouvernement espagnol n'a pas tenu sa parole sur au moins deux points particulièrement importants. Le premier étant d'assurer la survie du secteur minier via des subventions européennes jusqu'en 2018, tel que prévu dans l'entente signée l'an dernier entre les syndicats miniers et le ministère de l'Industrie. Cet accord, dit de transition, prévoyait en effet de garder en vie ce secteur, pourtant en grande difficulté face à ses concurrents africains et asiatiques. Or, en mai dernier le gouvernement Rajoy brisait unilatéralement l'entente, pouvant dès lors disposer de cet argent comme bon lui semble.

Quant au second, il s'agissait, grâce à un fonds de développement régional, de créer des industries alternatives qui auraient permis aux mineurs de trouver un emploi une fois les subventions écoulees et donc, fort probablement, les mines fermées. Des industries qui auraient également représenté des perspectives d'emplois viables pour les générations futures, dans un pays où le taux de chômage des jeunes frôle les 50%.

Toutefois, plusieurs politiciens ont préféré piger dans ce « Fonds Mineurs » (*Fondos Mineros*) pour investir dans les infrastructures publiques et miser sur un secteur immobilier à l'époque en pleine ébullition. L'ancien maire d'Olivedo, capitale des Asturies, a ainsi remplacé les lampadaires de la ville avec une partie de ce fonds, en plus de construire plusieurs projets d'envergure, dont le Palais des Expositions et des Congrès, immense édifice érigé à coup de plusieurs centaines de millions d'euros.

Enfin, c'est aussi le contexte dans lequel se font ces coupes qui enrage les mineurs. Alors que le gouvernement espagnol vient d'accorder une aide de 23 milliards au conglomérat bancaire Bankia, on leur refuse 190 millions d'euros pourtant déjà promis.

### Une lutte de classes ?

Il n'en fallait pas tant pour réveiller la fibre militante de ces travailleurs de l'ombre. Avant même que la « marche noire » n'atteigne Madrid, des groupes de mineurs avaient décidé d'employer les grands moyens pour se faire entendre. Quelques-uns se sont enfermés dans leur mine plusieurs jours, d'autres ont bloqué des axes routiers pendant de longues heures alors que certains ont même organisé une sorte de guérilla populaire, utilisant des armes artisanales contre les antiémeutes et la *Guardia Civil*, la gendarmerie espagnole.

Malgré cette violence, une grande majorité d'habitants des régions minières et une bonne partie du pays tout entier continuent de supporter les mineurs dans leur lutte pour protéger leurs régions et leurs communautés qui seraient sans doute condamnés à de très durs lendemains si les mines fermaient de sitôt.

Toutefois, au-delà des enjeux impliqués ici, c'est la lutte elle-même qui devrait faire réfléchir. Ces mineurs coriaces représentent un des derniers pans de ce qu'on appelait autrefois la « classe ouvrière » ; ce concept que l'on a oublié en même temps que la conscience de son existence, au plus grand plaisir des élites économiques.

Leur lutte redonne tout leur sens aux mots « résistance » et « contestation ». Ils prennent littéralement les armes pour exprimer leur désaccord au lieu de le tweeter. Ils mettent en feu des barricades sur les routes au lieu d'incendier leurs dirigeants sur Facebook. Ils affrontent de front la Guardia Civil, sans pancarte ni banderole, au lieu de se mettre au pas des matraques. Ils montrent, enfin, que la solidarité d'un groupe, voire d'une classe, est bien plus forte que tous les *hashtags* et statuts de ce monde.

À peine trois semaines après leur arrivée triomphale à Madrid, leur mouvement montre déjà des signes d'essoufflement. Leur lutte, ils vont sans doute la perdre. Ce qu'ils nous auront fait gagner, par contre, c'est la chance de voir les derniers soubresauts d'une fraternité malheureusement révolue.

Crédit photo : Popicinio\_01 via Getty Images

Arij Riahi, 1er août 2012





## Mise en abîme à Lac Barrière

Le 24 juillet dernier, la communauté des Algonquins de Lac Barrière s’est entendue avec le gouvernement au sujet des coupes à blanc menées sur son territoire ancestral par une compagnie forestière. L’événement survient après trois semaines de résistance et de mobilisation des Algonquins.

Aux termes de l’entente, les coupes forestières pourront continuer, mais la communauté pourra protéger certains sites, comme les endroits sacrés et les milieux de vie des ours et des orignaux.

C’est vers le 3 juillet que la société Produits forestiers Résolu, auparavant connue sous le nom Abitibi-Bowater, a commencé à abattre des arbres sur le territoire ancestral algonquin. Rapidement, des représentants autochtones ont fait parvenir une lettre au premier ministre et au ministre des Ressources naturelles et de la Faune dénonçant le fait que des coupes aient lieu sans consultation préalable des membres de la communauté.

Un camp a aussi été mis sur pied près du site d’abattage dans l’espoir de freiner les travaux. De fait, Produits forestiers Résolu a interrompu ses activités durant quelques jours. Les coupes ont repris le 10 juillet, quelques heures après que des membres de la communauté aient été menacés d’arrestation s’ils continuaient à interrompre les travaux de déboisement. Le journal progressiste *Dominion News* et la chaîne de télévision CUTV ont d’ailleurs rapporté la présence policière sur le terrain, montrant des agents de la Surêté du Québec qui s’interposaient entre les Algonquins et les machines de Produits forestiers Résolu.

### Mobilisation à Montréal

Les efforts de mobilisation de la communauté de Lac Barrière en réaction aux coupes à blanc ont trouvé écho à Montréal. Plusieurs se sont rassemblés devant le siège social de la société forestière le 18 juillet dernier, en solidarité avec les autochtones de Lac Barrière. Quelques manifestants ont essayé de remettre une lettre explicative aux dirigeants de la compagnie, mais l’entrée de l’immeuble leur a été bloquée par des agents de sécurité.

Sur le terrain, Molly, une militante au sein du regroupement Solidarité Lac Barrière, résume les demandes faites auprès du gouvernement : « Nous leur demandons de respecter leurs propres engagements. Nous leur demandons d’agir avec respect et de mettre sur pied un véritable processus de consultation de la communauté ».

### Leurre ancestral

Les Algonquins de Lac Barrière revendiquent un territoire ancestral de 10 000km2 situé dans le nord-ouest du Québec et couvrant l’actuel parc de La Vérendrye. De ce territoire, le fédéral leur a accordé une superficie de 0.3 km2 pour former la réserve de Lac-Rapide. À ce jour, elle abrite près de 600 autochtones.

Dans le but d’assurer la saine gestion des ressources naturelles sur le territoire qu’elle revendique et protéger le mode de vie traditionnel qui en dépend, la communauté a signé en 1991 une Entente trilatérale avec les gouvernements canadien et québécois. Le libellé de l’entente parle de plans de gestion des ressources qui seront mis sur pied par les gouvernements *conjointement* avec les Algonquins. Ceux-ci devaient d’ailleurs bénéficier des retombées économiques de l’exploitation durable de leur territoire ancestral.

Toutefois, l’entente n’a jamais été complètement respectée. Le fédéral a mis fin au financement des plans de gestion en 2001. Au provincial, le gouvernement fait la sourde oreille selon Norman Matchewan, porte-parole de la communauté algonquine. « Le gouvernement Charest a aussi ignoré les recommandations de deux anciens ministres du cabinet libéral, soit le représentant de Québec John Ciaccia et celui du Lac Barrière Clifford Lincon. Ceux-ci recommandaient que l’Accord soit mis en application », souligne-t-il dans un communiqué de presse.

Sans filet législatif, les Algonquins de Lac Barrière se sont plus d’une fois retournés vers les habituelles méthodes de mobilisation et les campagnes de sensibilisation. C’est ainsi qu’ils avaient réussi, à l’été 2011, à freiner un projet de mine à l’intérieur du territoire traditionnel, aux abords de la Rivière Doré.

### Un conseil par la bande

Si la communauté peut se féliciter de ses petites victoires, elle se désole aussi des plus grandes défaites. La réserve qui l’abrite a été créée sur la rive du réservoir Cabonga, mais elle n’a pas été raccordée au réseau électrique d’Hydro-Québec. À ce jour, elle s’alimente encore à l’aide de génératrices.

Plusieurs questions se posent aussi sur le rôle du Conseil de bande des Algonquins de Lac Barrière. Depuis la création de la réserve en 1961, la communauté a sélectionné ses dirigeants selon ses propres règles coutumières. Traditionnellement, ceux-ci étaient choisis parmi des candidats sélectionnés par les aînés. Ces coutumes ont d’ailleurs été codifiées par la communauté.

Le fédéral a toutefois écarté ce gouvernement traditionnel en 2010 en imposant le processus de sélection des dirigeants prévu dans la *Loi sur les indiens*. En effet, l’article 74 de cette loi permet au gouvernement d’imposer, sans consulter la communauté, l’élection d’un conseil de bande.

Or, plusieurs membres de la communauté de Lac Barrière doutent de la légitimité du conseil de bande actuel. Plus précisément, ils se montrent sceptiques quant à sa capacité d’agir en fonction des intérêts véritables des autres Algonquins de la réserve.

Leurs doutes semblent d’ailleurs bien fondés. En effet, Produits forestiers Résolu affirmait, au lendemain de la manifestation devant son siège social, que ses opérations forestières avaient été approuvées par le Ministère des Ressources naturelles et de la Faune « après consultation avec le conseil de bande de la communauté algonquine du Lac Barrière ». En entrevue au quotidien *The Gazette*, un représentant de la compagnie affirmait qu’il revient ensuite au conseil de bande de consulter sa propre communauté.

### Du court terme

Les ententes entre le gouvernement et les autochtones se cumulent, certes, mais elles résolvent rarement les problèmes de fond. Il est révélateur que les difficultés des Algonquins de Lac Barrière soient aussi partagées par la majorité des communautés autochtones établies dans la province.

Pour Xavier, militant sensible aux enjeux autochtones, la solution passe par l’émancipation : « Il faut outiller [les autochtones]. Les communautés doivent trouver leurs propres solutions. Il faut arrêter de vouloir les changer et arrêter de leur imposer des solutions ».

Or, tant que le système législatif actuel reste ancré dans une perspective néocoloniale des autochtones, peu de changements durables seront mis en branle. En attendant, il y a fort à parier que les activités traditionnelles de la communauté de Lac Barrière seront à nouveau perturbées par la continue exploitation des ressources naturelles dans la région.

Crédit photos : Thien



Anne Gabrielle Ducharme, 1er août 2012

## Des carrés rouges mexicains

**Dans cette vague de printemps mouvementés, nombreux sont les pays à connaître des mouvements sociaux remettant en question l’ordre établi. C’est dans cette même veine que le mouvement étudiant mexicain créer en mai dernier surnommé « yo-soy-132 » (Je suis le 132e ) a pris son envol. Les présidentielles mexicaines du 1er juillet où le Parti Révolutionnaire institutionnel (PRI) a pris le pouvoir ne calment pas la donne. Portrait d’un mouvement guidé par son ras-le-bol.**

### Bref historique du mouvement étudiant

C’est dans un contexte de campagne électorale que le mouvement s’est déclenché. Le 11 mai dernier, Enrique Pena Nieto, chef du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), était allé faire une conférence à l’Université Ibero-américaine située dans la ville de Mexico. L’histoire du candidat et de son parti n’avaient rien pour se mériter des préjugés favorables. Le PRI a dirigé le Mexique de 1929 à 2000, sans intermission, et ce, de façon aussi autoritaire que violente et fut représentant de l’opposition officielle de 2000 à 2012. C’est donc sans surprise que le contenu de la conférence en provoqua plus d’un.

L’élément déclencheur de l’agitation durant la présentation, a été la question de la ville d’Atenco, ville où la répression face à la population fut extrêmement dure et où Pena Nieto était gouverneur. Les habitants s’opposaient à l’époque à l’expropriation de leurs terres par l’État. Or, le chef du PRI pour justifier l’usage d’une telle violence, a exprimé que l’État mexicain était en droit d’utiliser la violence pour régler un conflit. En d’autres termes, Nieto n’exprimait aucun regret face aux événements d’Atenco. Les questions et les critiques se mirent à pleuvoir sur le candidat. La tension grandissante mit fin à la conférence, sans que les étudiants puissent obtenir réponses à leurs questions.

Suite à cet événement, 131 étudiants alors présents à la conférence, réalisèrent des vidéos qui ont été diffusées partout dans les médias sociaux (youtube, facebook, blogs…) illustrant leur mécontentement face à l’image que les médias de masse ont transmis des événements du 11 mai. Cette couverture médiatique assumait que les responsables de la perturbation de la conférence étaient des membres de groupes isolés, payés par la gauche. C’est pourquoi dans les vidéos, les étudiants confirment leur appartenance à l’Université Ibero-américaine et leur dissociation à tout parti politique. Vladimir, un jeune militant membre de la société bolivarienne et actif dans plusieurs médias sociaux ici au Québec, confirme l’absurdité de la couverture médiatique de cet incident, puisque « les étudiants ne se voient en aucun parti, n’ayant tout simplement pas confiance en leur système électoral. »

### De 131 à 132

C’est ainsi qu’est né « yo-soy-132 ». L’addition d’une personne représente tous les autres étudiants et personnes solidaires à la cause. Il rassemble donc les 131 étudiants présents à la conférence et un tout de personnes les supportant et militant à leurs côtés.

Les principaux buts du mouvement sont de lutter contre la prise du pouvoir de Pina Nieto, de dénoncer le monopole des médias télévisuels au Mexique et de renforcer les liens entre les universités publiques et privées. « Yo-soy-132 » se veut rassembleur et englobe aussi d’autres enjeux. Il s’oppose au néo-libéralisme et au système électoral en place, ainsi qu’à la politique traditionnelle en générale.

### La question des médias mexicains

La question du monopole des médias télévisuels est devenue priorité du mouvement. La manipulation de l’opinion a des conséquences sans borne sur la société mexicaine. L’information journalistique est un élément primordial dans le concept de démocratie et si elle n’est pas accessible et véridique, un système électoral juste n’est pas envisageable. C’est d’ailleurs cette désinformation qui aurait fait gagner le PRI le 1er juillet dernier lors des présidentielles. Yo-soy-132 dénonce l’illégitimité des élections dans la proclamation de sa cinquième assemblée interuniversitaire : « Nous dénonçons le contexte dans lequel se sont déroulées les élections du 1er juillet qui ont été empreintes de pratiques profondément antidémocratiques comme la violence d’État ; l’achat et la contrainte du vote, tirant profit de la condition et des besoins de notre peuple ; la manipulation médiatique ; l’usage d’enquêtes truquées et d’autres pratiques illicites qui ont altéré l’essence de notre suffrage libre, informé,

raisonné et critique ».

Comme l'a précisé Alexandre Beaudoin-Duquette, doctorant à l'université de Mexico en science politique et militant, lorsque les membres du mouvement dénoncent la manipulation médiatique, ils dénoncent principalement la relation peu nette entre Televisa, la plus grande chaîne télé hispanophone et Pina Nieto. La chaîne en question a orchestré la campagne électorale de Pina Nieto, tout en amoindrissant celle de Lopez Obrador, chef du Parti Révolutionnaire démocratie (PRD), parti de gauche mexicain.

Cependant, comme l'a précisé Vladimir, le problème que dénonce Yo-soy-132 par rapport aux médias ne se limite pas qu'au contexte de campagne électorale. La programmation de Televisa et de Tv-Azteca (l'autre oligarque des médias télévisuels mexicain), est abrutissante. On y retrouve, majoritairement si ce n'est qu'exclusivement des téléromans à l'eau de rose, des émissions américaines du même genre ainsi que de la publicité. Les quelques émissions d'information tant qu'à elles sont majoritairement constituées de faits divers sensationnalistes pour détourner l'attention des réels enjeux.

### Les réussites du mouvement

Yo-soy-132 a rapidement connu une popularité surprenante. Le 30 mai, déjà 35 universités, publiques et privées, se joignent au mouvement. Des personnes de tous les âges ont ensuite apporté leur appui.

Achats de vote, fraude, opportunisme politique, manipulation des médias, toutes les accusations se tournent vers le PRI et son chef, et ce, grâce aux étudiants. Ils ont été le son de cloche qui réveilla la population, dévoilant sans gêne les injustices auxquelles les Mexicains font face.

C'est aussi en rendant visible le pouvoir qui se situe derrière les chaînes de télévision et en rendant tangible le rejet de ce monopole médiatique que Yo-Soy-132 s'est jusqu'à maintenant le plus grandement accompli. Pour ce faire, ils ont réussi à faire diffuser un débat des chefs organisé par le mouvement quelques jours avant l'élection du 1er juillet. Les étudiants étaient alors invités à débattre avec les candidats. Tv-Azteca refusa de le diffuser, mais Televisa accepta finalement de le faire. À ce dernier, seulement trois candidats participèrent, Pina Nieto ayant laissé son siège vide, illustrant sa lâcheté et son absence de respect pour la communauté étudiante et globale.

Pour se faire entendre, ce sont des manifestations pacifiques, des actions originales et des vidéos diffusées sur les médias sociaux qui furent leur porte-voix. Vers la fin juin, la « acampada revolución », un campement physique dans la ville, débuta en face du monument de la révolution à Mexico. Puis, suite aux présidentielles, le nombre d'occupation et de manifestation a continué d'augmenter, le mécontentement allant dans le même sens.

Ce vent d'espoir ne doit pas tourner. C'est une occasion de se mobiliser et de se rassembler que les étudiants ont créé. Pourquoi agir seul quand on peut le faire ensemble ? Voilà une question à laquelle les mouvements sociaux printaniers ont su répondre, et ce, brillamment.

Crédit photo : Munir Hamdan via Flickr



Samuel Marchand, 1er août 2012

### Économie : ce que cache le libre-échange

Le protectionnisme a servi à enrichir les Royaumes du Moyen-âge. En effet, il est généralement considéré qu'il a de toute époque servi l'enrichissement d'une élite exclusivement intellectuelle, religieuse et politique. Apparu au XIIe siècle en Europe du Nord, La Hanse fut le premier pacte de commerce international entre les toutes premières villes marchandes qu'étaient Bruges et Anvers. Les commerçants de l'époque avaient autant à craindre des pirates que des taxes levées par les rois. C'était l'époque avant la Révolution industrielle durant laquelle les commerçants étaient vus comme des vagabonds, des marginaux. Il faut attendre jusqu'au XVIe siècle pour qu'il devienne lucratif et accepté socialement de se livrer au commerce des biens.

Toutefois, avec le temps, le protectionnisme est devenu le plus grand des tabous, toute classe confondue. Comment le monde a-t-il évolué vers cette préoccupation de la santé de l'économie mondiale ? Pourquoi le libre échange est-il prêché à la manière dont les saints prêchaient autrefois les évangiles ? La question est d'autant plus importante que de nombreux exemples historiques peuvent témoigner des ratés spectaculaires de ce fameux libre-échange.

### Le spectre du protectionnisme

Le protectionnisme est une pratique économique suivant laquelle le gouvernement adopte des politiques destinées à « ériger des barrières tarifaires et/ou non tarifaires pour protéger les biens produits au pays contre la concurrence étrangère ». Le libre-échange, lui, est défini comme un « rapport économique fondé sur le principe que plus les pays échangent des produits, des capitaux et des services, plus leurs économies sont susceptibles de prospérer ». Suivant ces deux définitions, il appert que le « libre-échange est donc une doctrine opposée au protectionnisme » [12].

Pour David Todd, historien, les classes politiques sont hantées par le possible retour du protectionnisme avec l'accélération des crises financières : « De sommet du G7 en sommet du G20, elles répètent que c'est la hausse des barrières douanières qui a transformé le krach de 1929 en dépression et que, pour répondre efficacement à la crise, il faut avant tout résister au « démon nationaliste » du protectionnisme, qui conduit inéluctablement à l'effondrement du commerce international et, in fine, à la guerre. Le raisonnement analogique a été une source d'inspiration formidable dans l'histoire des sciences, y compris pour la science humaine qu'est l'économie : Isaac Newton et Albert Einstein, mais aussi Adam Smith et John Maynard Keynes, y ont eu recours. Employée par des mains moins habiles, l'analogie – en particulier l'analogie historique à partir d'un seul exemple – n'est le plus souvent qu'un raccourci facile inspiré par la paresse ou la malhonnêteté intellectuelle » [13].

La mode actuelle semble plutôt au libre-échange plutôt qu'au protectionnisme. Et pourtant, le protectionnisme est une théorie développée au XIXe siècle par une myriade de penseurs européens soucieux des conséquences de l'impérialisme britannique. La crise économique de 1929 se présente d'elle-même comme la conclusion d'une étape. En effet, l'impérialisme britannique paraît beaucoup plus réaliste que des décennies de protectionnisme qui n'ont d'ailleurs jamais existé qu'en théorie et qui se voulaient une réponse à des inquiétudes vis-à-vis de l'exploitation sauvage impériale. C'est donc dire que depuis le XIXe siècle, les élites ne sont plus politiques, intellectuelles, encore bien moins religieuses : elles sont économiques.

### L'échec du libre-échange

Ce sont toutefois des intellectuels qui ont fait figure d'autorité et qui ont réagi à la crise de 1929 en développant la théorie macroéconomique. Cette théorie deviendra un mode d'emploi pour une saine gouvernance démocratique, voire un guide d'utilisation de l'économie politique européenne et nord-américaine. Dans le cadre de la mission de la Banque du Canada, trois objectifs doivent être atteints par la théorie macroéconomique : maintenir la croissance de la production de biens, stabiliser l'inflation et maintenir le plein emploi.

Aucune de ces conditions n'est respectée. Les crises économiques se succèdent depuis les chocs pétroliers des années 1970, en passant par la crise de 1983 jusqu'à la période actuelle. Les emplois stables deviennent l'exception. De plus, « L'écrasante majorité des licenciements sont le résultat ni de faillites d'entreprises ni de délocalisation de leurs activités, mais de leurs efforts pour être toujours plus productives en comprimant les effectifs et la masse salariale. L'appât du gain prend bien d'autres formes que le seul transfert d'activités à l'extérieur du pays » [14].

Pourtant, le taux de chômage n'est pas particulièrement plus élevé qu'il y a 20 ans. Le nombre moyen d'emplois que nous occuperons, lui, passera d'un il y a quelques générations à 4,5 ou même 10. Au moins, cela aigüise notre attrait pour la nouveauté.

Dans ce contexte, un accord de libre-échange, à mon sens, ne vise qu'à rationaliser la cupidité. C'est ce que disent l'accord de libre-échange nord-américain [ALENA], le mercadocomundel sur [MERCOSUR] et, le futur comprehensive economic and trade agreement Canada-Europe [CETA] qui entrera en vigueur à la fin de 2012. Il serait plus exact de parler d'accord de libre protection juridique des entreprises transnationales puisque le CETA devrait en effet permettre aux entreprises de traduire en justice un gouvernement où un groupe de pression tentant de freiner la quête de profit pour des raisons éthiques, de justice sociale, environnementale, etc.

Si cette situation soulève plusieurs questions, on nous répond que CETA est nécessaire à la reprise économique actuelle. Or, un tel argumentaire est faux. Il n'y a pas d'avenir pour le libre échange. Ce sont des délires de grandeur qui mèneront beaucoup de gens ambitieux à la ruine et qui ne sauraient contribuer à la « reprise économique actuelle ».

Crédit photo : epSos.de

[1] En France, un(e) intermittent(e) du spectacle est un(e) artiste ou un(e) technicien(ne) qui travaille par intermittence dans le cadre artistique (cinéma, théâtre, audiovisuel, spectacle vivant). Il (elle) peut bénéficier des allocations chômage selon le nombre d'heures travaillées en tant qu'intermittent(e). Ils sont plus de 100 000 en France.

[2] Massiah, Gustave, *Penser la situation mondiale pour renouveler le mouvement altermondialiste*, document présenté à la réunion du Conseil international du Forum social mondial, Monastir, juillet 2012. Accessible à <http://www.reseau-ipam.org/spip.php?article3097>.

[3] Comité facilitateur de la société civile brésilienne pour Rio+20, *Déclaration finale du Sommet des Peuples de Rio+20 pour la Justice sociale et environnementale*, Sommet des Peuples Rio+20, Rio de Janeiro, 23 juin 2012. Accessible à <http://rio20.net/fr/propuestas/declaration-finale-du-sommet-des-peuples-de-rio20>.

[4] Groupe de réflexion et d'appui au processus du FSM (GRAP), *Un autre futur est possible*, Document diffusé au Sommet des peuples 2012, tenu en parallèle à la conférence de l'ONU sur le développement durable, Rio de Janeiro, juin 2012. Accessible à <http://www.grap.org.br/forum-social-tematico/documento-outro-futuro-e-possivel/>.

[5] <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2010/Conf100709-ARMES.doc.htm>

[6] <http://www.un.org/french/newscentre/pdf/2012/03072012Fr.pdf>, bulletin quotidien de l'ONU, 3 juillet.

[7] <http://www.amnesty.org.au/armstrade/comments/28384/>

[8] Données : <http://www.sipri.org/>

[9] <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2010/Conf100709-ARMES.doc.htm>

[10] <http://oxfam.qc.ca/campagnes/controlez-les-armes> et <http://www.amnesty.org.au/armstrade/comments/27932/>

[11] Protéger les civils et l'action humanitaire par un traité efficace sur le commerce des armes, <http://www.icrc.org/fre/assets/files/publications/icrc-001-4069.pdf>

[12] <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1690>

[13] <http://www.laviedesidees.fr/Le-protectionnisme-un-liberalisme.html>

[14] <http://www.convergencesrevolutionnaires.org/spip.php?article1029>

